

# Débat organisé par le SNESUP-FSU de Lille 1 sur les restructurations universitaires

13 janvier 2012

## Introduction par Christophe Vuylsteker (secrétaire section snesup de Lille 1) :

Rappel historique :

1. historique sur lille : découpage en trois universités Lille 1, Lille 2 et Lille 3 en 1968,
2. création université de Valenciennes en 1974,
3. vague de décentralisation dans les années 80 pour accompagner l'accès accru des bacheliers aux universités : création d'antennes universitaires pour mailler le territoire dont beaucoup deviendront universités : dans la Région NDPC : antennes universitaires devenant université du littoral (1991), université d'Artois (1992). D'où le paysage régional de 6 universités publiques.
4. Création des PRES (Pôles de recherche et d'enseignement supérieur) par la loi du 18 avril 06. Ces PRES ont servi bien souvent comme étape avant fusion. Création du PRES « université Lille nord de France » le 9 Janvier 09.
5. Appel d'offre plan campus (Fév et été 2008) accélérateur de la reconcentration : dans les critères d'éligibilité, la notion de politique de site. Le modèle de quelques centres universitaires à vocation internationale se construit. Classement de Shanghai... 10+2 sélectionnées (Nancy et Lille). Les universités lilloises promettent à cette occasion de se fédérer ; elles inscrivent dans leurs contrats, la création d'une université de Lille. Faute d'université de Lille, c'est au PRES que revient le portage des opérations campus. En Déc 2011, seuls 56 millions d'euros auront été versés par l'état, sur le placement du capital des 5 milliards d'euros.
6. Appel IDEX 1 initiative d'excellence : nouvelle course à la concurrence, nouvelles promesses de fusions. En région NPDC, le PRES par sa critiquable gouvernance n'ayant pas le vent en poupe pour porter l'idex, plutôt que de donner plus de prérogative au PRES, un projet d'université régionale est avancé et initiée avec la création de groupe de travail. Projet non retenu, le groupe continue de se réunir et lors de la présentation de leur synthèse, les présidences des trois universités lilloises sortent leur projet de reconstruire une université de Lille par fédération des trois Lille 1, Lille 2 et Lille 3, pour le portage d'un projet IDEX2 déposé en septembre 11. Des groupes de travail sont à nouveau mis en place. Entretemps, le dossier Idex2 n'est pas pré-sélectionné.

A partir de là, trois types de réponses possibles à la problématique de la re-création d'une université de Lille :

- une réponse idéologique d'adhésion à la logique de la course à la concurrence, de la recherche de la taille la plus grande possible pour la lisibilité,...
- une réponse dite « pragmatique » : c'est la politique universitaire actuelle, on n'a pas le choix, il faut suivre ou disparaître, on a besoin d'argent, répondre aux appels d'offre, attirer les subventions,...
- une réponse réfléchie que nous défendons : suppose répondre aux questions suivantes : Comment améliorer le service public de l'ESR ? En quoi la création d'une université de Lille y contribuerait-elle ? A quel prix ? Conditions de travail des personnels ? Comment

maintenir un fonctionnement démocratique dans un ensemble aussi gigantesque ?

Il nous est apparu nécessaire d'inviter des collègues témoins de ces regroupements afin qu'ils puissent éclairer nos débats par leur retour d'expérience. Un premier tour de parole pour préciser l'origine des projets de fusion, la méthode de mise en oeuvre et les traits saillants du résultat.

## **Pascal Maillard**

Université de Strasbourg,

élu CA 2010, liste de l'intersyndicale « Agir Ensemble pour une université démocratique » (SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNPREEES-FO, SUD Education)

### **Historique**

La fusion des 3 universités strasbourgeoises (SHS, Droit, Sciences) n'a rien à voir avec la « fusionnisme aigüé » des temps modernes, ni avec les restructurations actuelles de l'ESR. A la différence de la fusion récente d'Aix-Marseille ou du projet lillois, la fusion strasbourgeoise est un projet ancien, datant de la fin des années 90.

2001 : annonce publique par les présidents d'un projet de fusion. Il existait de grosses différences entre les 3 universités. Des rencontres mensuelles des vice-présidents (VP), puis des Secrétaires généraux furent organisées. Le temps du rapprochement a duré 5 ans, disons de 2002 à 2007. Le quadriennal 2005-2008 pousse à l'inter-U. Tout s'accéléra en 2008.

2005 : la mise en place du LMD pousse au rapprochement : les présidents et certains politiques envisagent la création d'une université européenne de références. Il n'y avait pas encore d'idéologie de visibilité et de taille critique. En 2007 on sent qu'il n'y a pas d'opposition au projet, mais il n'y a pas non plus d'enthousiasme.

2008 : accélération forte sous les pressions politiques externes, les présidents maîtrisent mal les choses. Ils ont embauché un cabinet de consultance (580K€). Malgré le coût, il y eut des problèmes avec ce cabinet (des rapports non rendus ...).

2009 : Création de l'Université de Strasbourg en janvier. Trois facteurs vont faire que la fusion se passe mal : « pasteurisation », mouvement de 2009, coïncidence de la fusion avec la loi LRU et le passage aux RCE. Une fusion mal conduite, une méconnaissance du terrain et de l'histoire, des spécificités. Crise dès 2010 avec de la souffrance au travail, création d'un collectif Biatoss et mouvement des vacataires.

### **Bilan**

Quelques conseils :

Ne pas faire une fusion seulement sur la base de la restructuration des services centraux en négligeant les politiques de formation et de recherche.

Eviter la mainmise d'une direction issue d'un seul des établissements. A Strasbourg, on a subi « une pasteurisation » : l'équipe de direction est issue en quasi totalité, de la seule ex-Université Louis Pasteur (sciences).

Des problèmes de compétences dans l'équipe présidentielle. Gros problèmes des syndicats avec le VP RH. Constituer des équipes d'origine diversifiée. Un seul VP SHS.

- Démocratie :

La loi LRU, comme on le sait, implique un mode de scrutin scandaleux : aux élections de décembre 2008 nous n'avons eu qu'un seul élu au CA, alors qu'on avait 25% des voix au collège B! Si nous en avons trois aujourd'hui, c'est grâce à des élections partielles. Le conseil d'administration (CA) est devenu une chambre d'enregistrement. L'université est en fait dirigée par des groupes de pilotage occultes et resserrés. Nous sommes devenus une exocratie : le pouvoir est situé à l'extérieur (cabinets de consultance, Comité d'orientation stratégique, groupes de pilotage sans représentation d'élus).

- Condition de travail

Cette fusion a occasionné de nombreux problèmes de souffrance des personnels, tout d'abord chez les BIATOS. Pathologie de l'excellence chez le EC. Création d'une cellule « Bien être au travail » (BEAT) pour prendre en charge la souffrance. Mais logique d'adaptation aux nouvelles contraintes professionnelles.

- Qualité du résultat

L'analyse n'a été faite que pour les services centraux (ni pour la recherche ni pour l'enseignement). Le Bilan social, statutaire n'a été réalisé qu'en 2011. Une université plus puissante (Pasteur) a écrasé les 2 autres. Incompétences. Les services centraux sont sous-administrés : alourdissement considérable de la machine et des charges de travail pour tous les personnels.

Politique d'excellence : l'UdS est très « riche » grâce aux nombreuses réussites aux concours de l'ANR, mais les coûts de l'excellence sont importants : de 15 à 40% reste à la charge de l'UdS pour chaque projet (coûts indirects non pris en charge par l'ANR). Situation financière très contrainte. Par exemple les 4,5 M€ pour l'UB recherche, prélevés sur les 10 M d'avance de l>IDEX, on permet de passer 30 à 24,5M€ au lieu de 20M€ (baisse de 10 millions du budget recherche en 3 ans !). La politique de l'excellence conduit à des augmentations des primes : VP de 9000 à 12000€. Il y a moins de fonds récurrents. La gestion financière est mauvaise (pas de compétence sur SIFAC).

L'absorption du coût humain et financier de la fusion de l'Université de Strasbourg prendra encore au moins 3 ans. Le bilan est largement négatif.

## **Nicolas Gregori**

Université de Lorraine (statut de grand établissement)

### **Historique**

2008 : Pour l'essor économique de la région, afin d'éviter la concurrence entre les universités, et permettre une université 'grande région' (Allemagne, Belgique, Luxembourg), la région est intervenue pour accélérer la fusion.

2009 : Première réunion sur la gouvernance et les ressources humaines (RH). Il faut être plus fort, plus visible. Rien sur les conditions de travail. On met en place des groupes de travail, le GT gouvernance en premier, le GRH en dernier. Arguments donnés en faveur de ce projet : être plus fort, plus attractif (des arguments dont les résultats ne sont pas vérifiables a priori), par contre pas de réponses aux questions des missions de formation et de recherche : seront-elles mieux assurées ?

2010 : Il a été difficile d'obtenir un CA commun, 85% d'élus des CA favorables à la fusion, sur la base d'une question en "oui / non" et surtout en ne prenant pas en compte les éventuelles remarques qui pouvaient nuancer les réponses des élus. Le statut de fédération de Nancy est qualifié de faible, par contre celui de grand établissement avec pôles scientifiques et collegium (dont celui des écoles d'ingénieurs) est préféré. Ce statut permet aux écoles de garder leur autonomie. Création d'un sénat académique, ce statut de grand établissement a 25 dérogations par rapport à la LRU. L'enseignement relève des collegium (ancienne faculté) avec fonctionnement féodale.

1/2/12 : fusion des 3 universités de Nancy + Metz avec un statut de Grand établissement

### **Bilan**

- Démocratie :

Au CA, Il y a plus de membres extérieurs et ceux-ci peuvent voter pour le président sous l'argument qu'ils sont nommés par les directeurs de pôles et des collegium et non par le président. les listes de conseils se réduisent « le plus souvent » à des listes de directeurs de laboratoires ou de composantes (et non pas de collégium, pas encore élus) actuels

Les problèmes entre Nancy et Metz ne sont pas résolus.

## **Caroline Mauriat (élu au CA de Marseille en décembre 11)**

Université de Marseille

### **Historique**

Dans les années 1970 : scission des universités : 3 universités créées politiquement. il faut donc mettre de la cohérence, notamment dans les formations.

Années 1990 : réflexion sur la mise en cohérence qui part de collègues scientifiques, organisés en association

2008 : Création d'un PRES pour la fusion, les groupes de travail ont très peu fonctionné sauf celui de la gouvernance. Le projet a été fait par les présidents. Les différents textes soumis dans les CA (organisation politique et administrative, statuts, ...) n'étaient pas amendables car ils devaient être votés par les 3 CA sous la même forme.

### **Bilan**

La nouvelle équipe est formée à partir des anciens VP et présidents. Mais du point de vue des responsabilités des services administratifs, ce sont des personnels de Aix-Marseille 2 qui prennent les rênes (DGS, Agence Comptable...). Le président est l'ancien président d'Aix-Marseille 2. Les cultures sont très différentes entre les 3 universités. La fusion est administrative et surtout de façade. Il y a 5 secteurs (car droit est séparé de SES).

- Démocratie :

Sciences : 5 élus pour 1000 personnels      Droit : 5 élus pour 150 personnels

Dévoisement des élections par le vote massif des non docteurs (téléguidés) en Santé et par les vacataires en secteur Droit.

## **Bruno Truchet (ex élu CA Aix-Marseille 1)**

Il y avait une idée intéressante au départ avec la volonté de scientifiques de regrouper des établissements qui n'a eu d'abord aucun relais politique... jusqu'à ce que les présidents prennent en compte la dimension « fort alamo » face à la concurrence...

Jamais de consultation des personnels. On pense fusion de façade et en interne, on gardera les mêmes habitudes par secteur, à l'inverse du projet d'interdisciplinarité qui avait motivé les collectifs précédents.

Aspect positif : mise en cohérence, mais évolution des mentalités sera longue du fait du fort lien d'appartenance aux anciens établissements.

## **I Questions / Remarques de la salle**

Philippe Enclos CA Lille2 : Pour Pascal Maillard : Raisons de l'échec de la première tentative ? date de la fusion ? statut ?

A Lille, nous sommes dans une vision d'exclusion de 3 universités sur 6.

Philippe Hus Université du littoral : conséquence pour l'enseignement supérieur

Lucien Leclerc Lille1 : L'aspect politique est important. L'université est un enjeu de pouvoir. Quel contre-feu allumé pour lutter contre l'intox du gouvernement actuel qui considère la réforme de l'ESR comme sa plus belle réalisation.

Laurence Caubrière Lille3 : Quels sont les aspects positifs de la fusion ?

## **I Réponses**

### **Pascal Maillard**

Strasbourg : 42400 étudiants, 2700 EC et E, 2100 biatos, 7000 vacataires

date de la fusion : 2009 ; statut : université, pas de PRES, mais projet de rattachement de l'UHA à l'UdS (code de l'éducation article 719-10).

Pas d'économie d'échelle apporté par la fusion: le coût financier a été largement sous-estimé.

La fusion de l'UDS et de l'UHA a avorté en 2010, grâce à la résistance unitaire des syndicats (sauf UNSA très pro-fusion) et à une certaine opposition politique à l'Université de Haute Alsace. Mais il y a eu des pressions fortes: Comité Eco et social d'alsace, rectorat, ministère et président de l'UdS.

### **Positif :**

La rationalisation de l'offre de formation,

Le développement de l'inter universitaire,

La découverte des collègues des autres secteurs disciplinaires,

L'harmonisation par le haut de la politique indemnitaire des Biatos.

Un Plan campus (vert) mais sans la sécurité des bâtiments, ce qui aurait dû être prioritaire,

Une meilleure visibilité nationale et internationale, mais en réalité obtenue par le doublement du budget de la communication, car bien évidemment, ce n'est pas en deux ans que l'on améliore les activités de recherche et de formation.

Il y a eu des efforts faits sur les crédits recherche en SHS (voir si cela perdure).

## **Nicolas Gregori**

Lorraine : 55000 étudiants, 3300 EC, 1800 biatoss

Problème de laïcité avec le département théologie de Metz !

Problème d'une présidence sur plusieurs bâtiments, avec plus rien en Meuse. Politiquement c'est le sillon Lorrain qui domine.

Toutes les formations ont été laissées identiques pour l'instant. Nous sommes dans la vague de contractualisation 2013. On tranchera plus tard sur les secteurs SH et gestion. Quid en 2017 ?

### **Positif :**

On se connaît mieux, ce qui rend la tâche plus facile pour faire des listes.

## **Caroline Mauriat / Bruno Truchet**

Marseille : 66000 étudiants, 3000 EC, 620 M€

Pressions des collectivités locales pour avoir la fusion : le fonctionnement (transport) se verra après.

Toulon et Avignon : petits qui sur le court terme ne craignent pas trop.

Région passe de 6 universités à 4. Les « petites » peuvent devenir des Pôle Universitaire de Proximité (PUP).

IDEX retenu au second appel d'offre (résultat en février).

### **Positif :**

Offre de formation concertée : cohérence

Nous avons appris à nous connaître (mais nous ne nous aimons pas plus pour autant).

A noter que l'Université de Marseille s'étend sur 56 sites ! Les politiques locaux ont privilégié le football. On recherche le grand établissement sans se préoccuper du fonctionnement. La pression locale a été plus forte que celle du ministère. La survie de Toulon et d'Avignon se posera. Un budget énorme de 620 millions à comparer aux 800 de l'INSERM ! L'offre de formation était commune avant la fusion. Les collègues sur sites sont loin d'être enthousiastes.

## **II Questions / Remarques de la salle**

Thierry Balenghien Lille1

Comment avoir une représentation en conseil équilibrée ? Eviter la « pasteurisation ». Comment intégrer des écoles et des instituts sans en faire des collegium (forteresse) ?

Christian Hauer Lille3

On a une vision claire grâce aux exposés. Les intervenants montrent la difficulté de préparation et de résultat de ces démarches. Je n'ai pas entendu d'opposition au principe de fusions... Peut on avoir des conseils pour nous permettre de faire la fusion sans problème ?

Brigitte Wallaert UNSA- SNPTES

Comment cela s'est il passé pour les BIATOS ?

Moussa Naït Abdelaziz Lille1

Pour la Lorraine, pourquoi n'avoir pas gardé la fédération ?

## **II Réponses**

### **Nicolas Gregori**

La fédération Nancy université a proposé le quadriennal, mais n'a pas progressé sur le reste et les présidents ont préféré la fusion. Les collegium ont des compétences de CA. Le directoire (président, DGS, directeurs de collegium) remplace pas le bureau de l'université. Déficit de réflexion sur les périmètres des collegiums. Quels sont leurs missions ? Le groupe gouvernance s'est réuni souvent. La préoccupation a d'abord été organisationnelle.

Nous avons eu un 'Management' rassurant, qui nous écoutait mais rien de plus.

Il y a eu harmonisation des formations mais sur plusieurs sites.

Biatoss plus inquiet sur la mobilité.

Il faut des groupes de travail sur les conditions de travail, sur la formation, sur la recherche.

Vous devez faire des CA communs sans accepter l'ordre du jour imposé.

### **Pascal Maillard**

Beaucoup d'argent a été mal dépensé, gaspillé.

Les collegiums mis en place sont anti démocratiques et ont des fonction imprécises.

Il n'est pas nécessaire d'être gros pour produire une recherche de qualité. En Allemagne, la patite université de Constance a été labélisée 'd'excellence'.

Individualisme lié à la concurrence. La collégialité est plus difficile.

Peut-on réussir une fusion ? Oui

Il faut prendre du temps, ne pas se précipiter, nous avons mis 3 ans en allant vite à Strasbourg. Cela a induit des coûts importants.

Il faut refuser les cabinets de consultance qui transforment les universités en entreprise.

Il faut inscrire dans les statuts, ce que l'on désire (représentation des secteurs, des équipes)

Le travail doit se faire à la base, en consultant les personnels pendant tout le processus. Il doit aussi porter sur l'offre de formation et sur la recherche et mesurer l'impact sur les personnels.

Ne pas donner l'illusion aux personnels de participer à la construction au sein de groupes de travail avant d'imposer un modèle tout fait que l'on soumet au vote des CA.

Ne pas importer des modèles externes qui ne conviennent pas.

### **Caroline Mauriat**

Pour peut-être réussir une fusion: il faut non seulement des moyens financiers mais également (surtout) humains.

Pour les biatss je n'ai pas une vision très claires : les décisions ont été prises au cas par cas et semble-t-il par la gouvernance. Certaines situations (fusion d'UFR) n'ont pas été anticipées : il aurait fallu pour éviter un stress inutile.

Pour éviter la « pasteurisation » , l'harmonisation des pratiques doit être réalisée/pensée avant la fusion.

Les Directoires, pôles de recherche, COS... sont le lieu de l'élaboration des décisions, réduisant la démocratie et cantonnant le CA à une chambre d'enregistrement.

Dans les projets de fusion il faudrait inclure les étudiants dans les discussions.

### **Bruno Truchet**

Il faut être humble, ce qui n'est pas facile à faire.

Pourquoi fusionne-t-on ? Par peur d'être écrasés par les gros ?

Faire un établissement le plus démocratique possible.

Les biatoss ont peur (encore moins informés du processus que les enseignants) et ont été votés en masse.

Groupe RH : volonté de résorber la précarité : non. Il n'y a pas de DRH : pas de candidature, ce qui est symptomatique.

Les personnels non consultés ne feront aucun effort.

La fusion ne doit pas se faire dans le cadre LRU, car les secteurs ne peuvent pas être représentés.

Il faut commencer par des collaborations.

### **III Questions / Remarques de la salle**

Claire Bornais Lille1

Quel est le service rendu aux usagers : quel gain ?

On reproche souvent la trop grande taille des universités, est-ce que des universités encore plus grosses seraient mieux ?

Pascale Rougée Lille1

Il y a déjà une fusion de composante à Lille3. LRU, fusion, la même logique politique à condamner. Quel sera sur le long terme le coût de telles réformes ?

Frédérique Hoogstoel Lille1

Quel est le but ? Stratégie gouvernementale :

Diminuer les moyens humains,

Permettre le recrutement de précaire,

Ne regarder que l'intérêt économique à court terme.

Retirer le pouvoir universitaire par des CA moins démocratiques.

### **III Réponses**

#### **Pascal Maillard**

Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit. Les étudiants et personnels vivent d'abord les effets négatifs des réformes entreprises dans les universités. Que vont gagner les étudiants ? Payer plus cher pour évaluer les formations ?

A Strasbourg, des étudiants et de nombreux personnels ont une certaine nostalgie de l'identité perdue.

L'individualisme a progressé.

#### **Nicolas Gregori**

Effectivement, on observe la destruction de l'ESR. Pour les étudiants, ce n'est pas sûr qu'ils

perçoivent positivement l'offre de formation unique... Le problème sur les formations est que la réflexion n'a pas pu être menée complètement, dans l'urgence de la rédaction des projets prenant place dans un nouvel établissement et dans la tension entre Nancy et Metz, surtout pour ce qui concerne les lettres, langues et SHS. Les questions se posent pourtant pour les licences à petits effectifs (Nancy ? Metz?) aussi bien que pour celles à gros effectifs, dispensées sous le même label à Nancy et à Metz, mais avec des contenus liés aux spécialités locales.

## **Bruno Truchet**

Indépendamment des questions de fusion, faut-il faire des campus mono-disciplinaires ou pluridisciplinaires ? Un maillage sur le territoire facilite l'accès aux études, mais cela a un coût. L'interdisciplinaire, c'est intéressant en soi, mais il faut y mettre les moyens et pas tout faire à la va-vite.

Quel sera le coût en terme de précarité dans les PUP Pôle Universitaire de Proximité ?

La création des SATT (Société Accélétratrice de Transfert de Technologie) à surveiller. On y insuffle énormément d'argent, le retour sur investissement est improbable.

Christophe Vuylsteker : remercie les invités d'avoir fait le voyage pour enrichir notre réflexion. Il formule en cette période de vœux, celui que le calendrier actuel de la réflexion imposé aux groupes de travail lillois soit revu, que le temps nécessaire au débat soit accordé et que les personnels puissent être intégrés dans le processus de réflexion.